

# Communiqué du Conseil d'Etat

---

12 octobre 2011

La version Internet fait foi



# Sommaire

---

Genève internationale.....	4
Hommage à M. Juan Somavia à l'occasion de la fin de son mandat à la tête de l'OIT.....	4
Genève-Confédération .....	5
Genève favorable à la nouvelle loi sur la météorologie .....	5
Consultation du Conseil fédéral sur la modification de la loi sur la transplantation.....	5
Genève .....	6
Lutte contre le bonneteau : les agents de police municipale pourront désormais intervenir .....	6
40 nouveaux logements prévus à Perly-Certoux.....	6
Plan localisé de quartier « Morillon Parc » : rejet préconisé de l'opposition du Grand-Saconnex .....	7
Financement des partis : modification du règlement d'application de la loi sur l'exercice des droits politiques .....	7
Part cantonale du bénéfice de la Loterie romande : 4 <sup>e</sup> attribution 2011 et modification du règlement relatif à la répartition .....	8
Contribution accordée à l'association genevoise des paysans et des paysannes pratiquant la production intégrée .....	9
Mise à jour du règlement sur la végétation arborée .....	9
Les techniciens-dentistes auteurs de fautes professionnelles sont désormais passibles de sanctions.....	10
Assistants en médecine dentaire au bénéfice d'un titre hors Union européenne : nouvelles conditions de formation .....	10
Nomination.....	11
Agenda des invitations à la presse .....	12

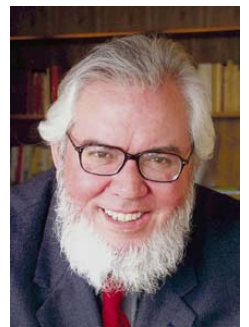
# Genève internationale

---

## **Hommage à M. Juan Somavia à l'occasion de la fin de son mandat à la tête de l'OIT**

Le Conseil d'Etat a adressé à M. **Juan Somavia**, directeur général de l'Organisation internationale du travail (OIT), qui vient d'annoncer son intention de quitter son poste au mois de septembre 2012, ses chaleureux remerciements pour toute l'activité qu'il a déployée au service de l'OIT durant ces treize dernières années.

Premier représentant d'un pays du Sud à la tête de cette organisation, M. Somavia a su défendre des droits universels et lancé le concept de « travail décent », qui est ensuite resté au cœur de ses actions (voir [FAO du 26 août 2011](#)). Son souci constant d'une justice sociale lui vaut aujourd'hui la reconnaissance du Conseil d'Etat.



## **Genève favorable à la nouvelle loi sur la météorologie**

Le Conseil d'Etat a répondu à une consultation du Département fédéral de l'intérieur portant sur la refonte totale de la loi sur la météorologie et la climatologie.

Le [projet proposé](#) porte sur l'adaptation de la forme juridique de l'actuel office fédéral MétéoSuisse avec la création d'un établissement de droit public de la Confédération. Les tâches du nouvel Institut fédéral de météorologie et de climatologie, son organisation interne et son fonctionnement y sont décrits, de même que les différents modes de financement.

Le Conseil d'Etat préavise favorablement cette nouvelle loi, tout en émettant des inquiétudes quant au financement de prévisions spécifiques, qui pourrait être imputé aux cantons, notamment dans le cas d'informations météorologiques spécifiques d'intérêt général dans le domaine de l'environnement.

*Pour toute information complémentaire : M. Philippe Royer, directeur a.i. du service de protection de l'air, DSPE, ☎ 022 388 80 41.*

---

## **Consultation du Conseil fédéral sur la modification de la loi sur la transplantation**

En réponse à une [consultation](#) du Département fédéral de l'intérieur, le Conseil d'Etat a approuvé l'ensemble des révisions proposées de la loi sur la transplantation.

Outre la compatibilité avec l'accord de libre circulation que la Suisse a conclu avec l'Union Européenne, la révision partielle proposée tient compte des expériences acquises depuis l'entrée en vigueur de la loi précitée et des principales requêtes exprimées. Grâce à cette révision, la transplantation d'organes pourra rester une méthode thérapeutique bien établie.

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2007, les conditions juridiques pour les transplantations d'organes sont définies par la loi fédérale sur la transplantation d'organes, de tissus et de cellules (loi sur la transplantation). A la suite de difficultés d'interprétation rencontrées lors de son application, le Conseil fédéral a mis en consultation une première révision de cette loi.

*Pour toute information complémentaire : Dr Jacques-André Romand, médecin cantonal, DARES, ☎ 022 546 50 00.*

---

## **Lutte contre le bonneteau : les agents de police municipale pourront désormais intervenir**

Le Conseil d'Etat a adopté une modification du règlement sur les agents de la police municipale (RAPM) afin de conférer à ces derniers la compétence de réprimer les joueurs de bonneteau. L'article 8 du règlement sur les agents de la police municipale est modifié en ce sens.

Le dispositif de lutte contre le bonneteau a été mis en place au sein de la police cantonale dès l'entrée en vigueur de l'article 11B de la [loi pénale genevoise \(LPG\)](#), qui stipule notamment : « Sera puni de l'amende celui qui aura organisé sur le domaine public ou en un lieu accessible au public une partie de bonneteau ».

Cette mise en œuvre ayant conduit à une coordination efficace entre la gendarmerie et la police judiciaire, il est désormais possible et opportun d'inclure les agents de la police municipale dans la lutte contre cette infraction.

*Pour toute information complémentaire : M. Frédéric Scheidegger, secrétaire général adjoint, DSPE, ☎ 022 327 92 09.*

---

## **40 nouveaux logements prévus à Perly-Certoux**

Le Conseil d'Etat a adopté un plan localisé de quartier (PLQ) situé entre le chemin de la Mairie et la route de Saint-Julien, sur la commune de Perly-Certoux. Ce projet concerne un périmètre d'environ 5000 m<sup>2</sup> affecté à de la zone de développement 4B protégée (applicable aux villages et aux hameaux) et situé à proximité immédiate de la douane.



Le PLQ prévoit la construction d'un immeuble de deux étages habitables avec attique, permettant la réalisation d'environ quarante logements. Le rez-de-chaussée du bâtiment sera dévolu à des activités. Cent soixante-deux places de stationnement seront créées (notamment pour les besoins des activités commerciales prévues), dont douze en surface.

Ce projet a été préavisé favorablement sous réserve par le Conseil municipal de la commune de Perly-Certoux en date du 17 mars 2011 et n'a suscité aucune opposition.

Dès la publication de l'arrêté du Conseil d'Etat dans la Feuille d'avis officielle (FAO), le plan sera disponible sur le site Internet officiel de l'Etat de Genève : [www.ge.ch/amenagement/plansadoptes](http://www.ge.ch/amenagement/plansadoptes).

*Pour toute information complémentaire : M. Roberto Grecuccio, chef du service des procédures et requêtes, office de l'urbanisme, DCTI, ☎ 022 546 73 93.*

---

## Plan localisé de quartier « Morillon Parc » : rejet préconisé de l'opposition du Grand-Saconnex



Le Conseil d'Etat a transmis au Grand Conseil un rapport lui communiquant l'opposition formée par la commune du Grand-Saconnex au projet de plan localisé de quartier (PLQ) situé entre le chemin Auguste-Vilbert, l'Ancienne-Route et le chemin du Pommier. Ce plan, dit « Morillon Parc », permettra la construction de deux immeubles totalisant 58 logements.

L'opposition formée par la commune du Grand-Saconnex invoque l'engorgement futur des voies de circulation adjacentes (route de Colovrex et Ancienne-Route), qui seraient actuellement déjà surchargées. La commune estime que les nuisances sonores induites par l'accroissement du trafic routier dépasseraient les valeurs limites définies par [l'ordonnance fédérale sur la protection contre le bruit \(OPB\)](#). Elle souhaite renoncer à la densification prévue par le PLQ, ou du moins en conditionner la réalisation à l'exécution simultanée de mesures effectives sur le trafic.

Le Conseil d'Etat rappelle qu'un accroissement du trafic routier, s'il est raisonnable, ne crée pas une gêne durable au sens de la [loi sur les constructions et les installations diverses \(LCI\)](#). En l'espèce, la direction générale de la mobilité a donné un préavis favorable et sans réserves au projet. D'ailleurs, le PLQ ne prévoit que 73 places de stationnement supplémentaires pour les voitures. L'accroissement du trafic routier ne pourrait être que mineur et n'occasionnerait pas de gêne durable.

Concernant le bruit, le service de protection contre le bruit et les rayonnements non ionisants a donné un préavis favorable au PLQ et indiqué que les valeurs limites seront respectées.

Rappelons que la commune du Grand-Saconnex s'était également opposée au projet de loi modifiant les limites de zones créant sur le même périmètre, entre le chemin Auguste-Vilbert et l'Ancienne-Route, une zone de développement 3. Le 28 janvier 2011, le Grand Conseil a rejeté cette opposition et a adopté la loi qui est aujourd'hui en force.

A la lumière de ces éléments, le Conseil d'Etat invite le Grand Conseil à rejeter, sous forme de résolution, l'opposition formée par la commune.

*Pour toute information complémentaire : M. Jean-Charles Pauli, directeur des affaires juridiques a.i. office de l'urbanisme, DCTI, ☎ 022 546 73 15.*

---

## Financement des partis : modification du règlement d'application de la loi sur l'exercice des droits politiques

Le Conseil d'Etat a modifié le règlement d'application de la loi sur l'exercice des droits politiques du 12 décembre 1994 (REDP), en posant aux articles 4A à 4D un certain nombre de dispositions d'exécution du nouvel article 29A de la [loi sur l'exercice des droits politiques \(LEDP\)](#).

Par la [loi du 27 janvier 2011](#) entrée en vigueur le 29 mars 2011, le Grand Conseil a fixé de nouvelles exigences en matière de transparence des partis politiques, associations et groupements pour les votations et élections. Ceux d'entre eux qui déposent des listes de candidats pour des élections cantonales ou municipales dans des communes de plus de 10'000 habitants doivent dorénavant élaborer et déposer des comptes annuels, la liste complète de leurs donateurs et une attestation de conformité des comptes. Le législateur a encore prévu de remplacer le contrôle des comptes des partis par l'inspection cantonale des finances par un examen opéré par une fiduciaire choisie par le parti ou le groupement concerné, sur la base d'une liste établie par l'autorité compétente.

Afin de permettre la mise en œuvre rapide des dispositions légales précitées, le nouveau règlement définit les critères d'agrément quant aux fiduciaires amenées à certifier la validité des comptes. Celles-ci doivent être choisies parmi les listes établies par l'autorité fédérale de surveillance en matière de révision, toute fiduciaire y figurant étant considérée comme reconnue. Le règlement exige en outre que la fiduciaire soit indépendante du parti et qu'elle soit inscrite au registre du commerce.

En ce qui concerne les partis politiques, le règlement prévoit, conformément au cadre légal, quelques standards comptables afin de garantir une harmonisation des comptes et permettre des comparaisons. A ces fins, le Conseil d'Etat propose deux modèles de comptes différents (partis politiques et groupements).

Ces nouvelles règles seront applicables dès l'année 2012, afin de ne pas contraindre les acteurs concernés à se plier en cours d'exercice comptable à des règles nouvelles dont ils ne pouvaient tenir compte pour les opérations électorales passées et celles actuellement en cours.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,  
☎ 022 327 95 00.*

---

## **Part cantonale du bénéfice de la Loterie romande : 4<sup>e</sup> attribution 2011 et modification du règlement relatif à la répartition**

Le Conseil d'Etat a donné son aval aux propositions formulées par l'organe genevois de répartition des bénéfices de la Loterie romande, lors de la quatrième de ses cinq séances annuelles. Ainsi, 120 institutions à but non lucratif se sont vu attribuer un montant total de 3,966 millions de francs, dont 43% dévolus à la culture. Comme à l'accoutumée, la liste des bénéficiaires ainsi que la destination et le montant de chaque attribution ont été publiées dans la [Feuille d'avis officielle du vendredi 7 octobre 2011](#).

Le Conseil d'Etat a également approuvé les comptes du fonds de répartition des bénéfices de la Loterie romande pour l'exercice 2010. Les recettes du fonds se montent, en 2010, à 29,310 millions de francs, dont 29,145 millions en provenance des bénéfices attribués au canton de Genève et 165'000 francs provenant de remboursements. Sur cette somme, 7,204 millions de francs ont été versés à la trésorerie de l'Etat pour l'acquittement du droit des pauvres sur les jeux à gain immédiat. L'organe de répartition a soutenu des projets pour un montant total de 24,927 millions de francs et a nécessité 473'000 francs de frais administratifs et de secrétariat. Les comptes 2010 du fonds se soldent donc par un excédent de charges de 3,294 millions de francs, qui se traduit par une diminution du capital du fonds.

Enfin, dans le cadre de la mise en place du système de contrôle interne de l'organe de répartition des bénéfices de la Loterie romande, le Conseil d'Etat a modifié le règlement relatif à la répartition des bénéfices de la Loterie romande (RLoRo). La modification définit les conditions de révocation, de renonciation et de restitution d'attributions. Cette modification permet à la fois au Conseil d'Etat de prendre acte de renonciations totales ou partielles de la part d'institutions bénéficiaires, et de décider de la révocation de dons pouvant conduire à des procédures de restitution. Les dons peuvent notamment être révoqués, sur proposition de l'organe de répartition, lorsque les bénéficiaires ne parviennent pas à attester une utilisation des fonds conforme aux critères d'attribution. Une restitution est également envisageable lorsqu'un projet a dégagé un bénéfice (dans ce cas, la restitution ne peut dépasser le montant du bénéfice) ou lorsque des projets ont été sensiblement modifiés sans l'accord explicite de l'organe de répartition.

Les critères d'attribution et les modalités de traitement des demandes de dons peuvent être consultés sur le site [www.entraide.ch](http://www.entraide.ch), sous la rubrique « obtenir un don », en cliquant sur l'écusson du canton de Genève.

*Pour toute information complémentaire : M. Bernard Favre, président de l'organe de répartition des bénéfices de la Loterie romande, DSE, ☎ 022 546 54 10.*



---

## **Contribution accordée à l'association genevoise des paysans et des paysannes pratiquant la production intégrée**

Conformément aux dispositions du [règlement d'application des ordonnances fédérales sur les paiements directs et les contributions à la culture des champs](#), le Conseil d'Etat a accordé à l'[association genevoise des paysans et des paysannes pratiquant la production intégrée \(AGRI-PIGE\)](#) une aide financière globale de 170'000 francs pour les années 2011 à 2014.

Cette aide vise à soutenir l'association pour ses prestations de contrôles en matière de prestations écologiques requises (PER) sur les exploitations agricoles du canton au bénéfice de paiements directs, pour les secteurs de production suivants : grandes cultures, cultures fourragères, cultures maraîchères, plantes aromatiques et viticulture. AGRI-PIGE représente et défend, aux plans romand et national, les intérêts des agriculteurs genevois pratiquant les PER.

L'association est accréditée depuis 2004 auprès de l'[organisme intercantonal de certification \(OIC\)](#) et procède également à des contrôles de droit privé sur les exploitations agricoles en vue de l'obtention de différents labels et marques de garanties.

Le choix d'une décision, en lieu et place d'un contrat de prestations, se fonde sur le principe de proportionnalité compte tenu du faible montant attribué.

*Pour toute information complémentaire : M. Jean-Marc Sermet, chef de service, DGA, DIM, ☎ 022 388 71 71.*

---

## **Mise à jour du règlement sur la végétation arborée**

Le Conseil d'Etat a adopté une modification du [règlement sur la conservation de la végétation arborée \(RCVA\)](#).

Cette modification consiste en premier lieu à supprimer les émoluments pour les requêtes présentées par la Confédération, le canton ou les communes, dans le cadre de la gestion de leur patrimoine arboré. Ces requêtes étant formulées par des spécialistes en la matière, leur analyse par la direction générale de la nature et du paysage (DGNP) peut faire l'objet d'un traitement simplifié. Ce gain d'efficience justifie une exonération des émoluments.

Par ailleurs, un nouvel émolument est introduit pour les demandes de modification du libellé des factures qui font suite à l'envoi d'un rappel. Le travail administratif induit par cette opération est ainsi pris en compte.

Enfin, le règlement confère formellement la possibilité aux agents de la DGNP, après information écrite préalable, d'accéder aux parcelles privées pour examiner la végétation dont l'abattage ou l'élagage est requis, ainsi que pour constater les infractions. En effet, un examen de près de l'arbre, en particulier de ses racines et de son tronc, permet d'améliorer la qualité de l'analyse effectuée par l'agent.

*Pour toute information complémentaire : M. Nicolas Hasler, responsable de la conservation du patrimoine arboré DGNP, DIM, ☎ 022 388 55 01.*

---

## **Les techniciens-dentistes auteurs de fautes professionnelles sont désormais passibles de sanctions**

Le Conseil d'Etat a modifié le règlement sur les techniciens-dentistes du 27 juin 2007. En rattachant le règlement sur les techniciens-dentistes à l'article 124 de la [loi sur la santé du 7 avril 2006](#), la modification adoptée remédie à l'absence de sanction possible.

Le règlement avait comme but premier d'empêcher l'installation, dans le canton, de techniciens-dentistes sans formation adéquate. Il permettait d'exiger de ces professionnels des compétences attestées par un titre reconnu et de fixer les limites de leurs activités, qui peuvent avoir des conséquences sur la santé des patients.

A cette époque, les techniciens-dentistes n'avaient pas été retenus comme professionnels de la santé au motif qu'ils ne travaillent pas directement au contact des patients. Aucune sanction n'était applicable selon la loi sur la santé, ce qui sera dorénavant possible grâce à la modification du règlement.

*Pour toute information complémentaire : Dr Jacques-André Romand, médecin cantonal, DARES,  
☎ 022 546 50 00.*

---

## **Assistants en médecine dentaire au bénéfice d'un titre hors Union européenne : nouvelles conditions de formation**

Le Conseil d'Etat a approuvé ce jour une modification du règlement sur les professions de la santé.

Les assistants en médecine dentaire au bénéfice d'un diplôme hors UE voient leur exercice limité à des structures de formation reconnues par la Société suisse d'odontostomatologie (SSO) qui offrent un encadrement suffisant. Intégrés dans des équipes hiérarchisées, les assistants en médecine dentaire seront supervisés tout au long de leur formation. Avec cette modification réglementaire, ils n'auront plus le droit d'exercer dans des cabinets privés, ces structures n'étant pas suffisamment adaptées à la formation et à la supervision.

*Pour toute information complémentaire : Dr Jacques-André Romand, médecin cantonal, DARES,  
☎ 022 546 50 00.*

# Nomination

---

## Nouvelle cheffe du protocole adjointe



Mme **Aline Staerkle** a été nommée à la fonction de cheffe du protocole adjointe de l'Etat de Genève, à dater du 1<sup>er</sup> janvier 2012.

Après avoir effectué sa scolarité à Genève, Mme Staerkle a obtenu, en 1996, un diplôme d'études supérieures en hôtellerie et restauration de l'Ecole hôtelière de Lausanne. Son parcours professionnel l'a amenée à travailler en tant qu'*assistant Manager* aux Four Seasons Hotels de Washington et de Sydney. De 2000 à 2003, elle a occupé la fonction d'*executive assistant & office Manager* pour Four Seasons Hotels and Resorts à Genève.

En septembre 2003, Mme Staerkle a rejoint le service du protocole, à la chancellerie d'Etat, en tant qu'adjointe de direction. Ses fonctions l'ont conduite à coordonner et organiser divers événements d'envergures et à s'impliquer dans les multiples activités qui permettent au canton d'accomplir avec qualité et référence les exigences protocolaires.

Ses nombreuses compétences et son expérience permettront à Mme Staerkle de seconder le chef du protocole, M. Jean-Luc Chopard, dans ses nombreuses missions. Elle remplace M. Dominique Louis, qui fera valoir ses droits à la retraite au 31 décembre 2011 après avoir servi l'Etat de Genève avec engagement et dévouement.

*Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA,  
☎ 022 327 95 00.*

# Agenda des invitations à la presse

*Sous réserve de modifications*

DATE	SUJET	LIEU	DPT	CONTACT
14 octobre 11h00	Nouveau réseau TPG 2012 : pourquoi et comment ?	TPG, site du Bachet 1, route de la Chapelle 1212 Grand-Lancy	DIM  TPG	Yann Gerdil-Margueron ☎ 076 383 59 44  Philippe Anhorn ☎ 022 308 34 11
14 octobre 11h00	Diagnostic local de sécurité 2010	Nouvel Hôtel de police 5, chemin de la Gravière	DSPE	Laurent Paoliello ☎ 079 935 86 75  Service de presse police ☎ 022 427 80 30
26 octobre 17h15	Montrer en 3D le monde de demain, sans tromper	Geneva Palexpo Halle 4	DIM  UIT	Yves Bellégo (DIM) ☎ 022 546 76 06
4 novembre 11h00	Cérémonie de pose de la première pierre du nouveau bâtiment des lits des Hôpitaux universitaires de Genève (BDL2)	Rue Alcide-Jentzer	DCTI  DARES  HUG	Nicole Bovard Briki ☎ 022 327 94 25 ou 079 240 83 72  Nathalie Riem ☎ 022 546 88 88